



COLLECTION PARTICULIÈRE

UN NOUVEAU CALIFAT OTTOMAN, LE RÊVE PAS SI SECRET D'ERDOGAN

Ardavan Amir-Aslani

est un avocat et essayiste franco-iranien. Il détaille ici les fondements et les ambitions politiques du président turc.

Après deux décennies de bonne santé économique, la Turquie s'enfonce aujourd'hui toujours plus profondément dans une double crise sociale et économique, et le fait ne date pas de l'épidémie de Covid-19. Celle-ci accentue au contraire une tendance bien antérieure, en raison de l'extrême dépendance de l'économie turque à la croissance mondiale et européenne, et de clivages identitaires de plus en plus marqués au sein de la société.

À cette situation problématique, Recep Tayyip Erdogan répond, fidèle à son caractère, par le combat, voire le bellicisme. « *La Turquie a besoin d'un nouvel esprit de conquête* », avait-il déclaré lors de l'inauguration, dans l'enceinte du palais Topkapi, du musée de la Conquête retraçant la *fetih*, la prise de Constantinople par les Turcs en 1453. Car le président turc n'ambitionne pas seulement de faire de son pays la dixième puissance économique mondiale, il souhaite également ressusciter son passé et renouer avec la gloire impériale qui fut celle de la Turquie durant six siècles. C'est dans cette optique qu'il mène, sur la scène intérieure, une véritable contre-révolution de "ré-islamisation" de la société turque et de mise à l'écart des acquis du kémalisme, et, sur la scène extérieure, une stratégie expansionniste et de conquête à la fois de l'autonomie énergétique et du leadership du monde musulman sunnite. Cette stratégie comporte plusieurs dimensions.

On oppose régulièrement Erdogan à Atatürk, le "père" de la Turquie moderne, qui imposa une occidentalisation de sa société à marche forcée

après la chute du califat en 1924, un "cataclysme" que les ultranationalistes turcs, notamment du parti MHP, n'ont jamais réellement accepté et qu'ils considèrent comme une perte de prestige et de puissance pour leur pays.

Le fait est que Mustapha Kemal a délibérément choisi de conférer à la Turquie des institutions inspirées du modèle européen, d'exalter une "turquicité" expurgée de ses apports arabes et persans en rompant avec des traditions aussi bien vestimentaires que culturelles, et surtout d'assurer le contrôle de la religion par l'État, dans une forme de "laïcité" qui impose entre autres la prière dite en turc et fait des imams des agents de la fonction publique. Rejetant progressivement cet héritage, Erdogan s'emploie, notamment depuis l'échec du processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, à tourner son pays vers l'Orient et ses racines musulmanes. Son projet idéologique, voire messianique, sans doute assez ancien dans son esprit, est ainsi qualifié de "néo-ottomanisme" car, en puisant dans le passé historique de l'Empire ottoman et dans l'islam, il l'inscrit dans le temps long, suivant en cela la démarche de Xi Jinping et Vladimir Poutine, dirigeants d'anciens empires qui aspirent à le redevenir.

Accélérés depuis le coup d'État manqué de 2016, l'expansionnisme et l'hyperactivité militaire de la Turquie constituent la déclinaison internationale de ce projet, motivée à la fois par des considérations énergétiques et politiques. Idéa-

lement située à un carrefour culturel et énergétique entre l'Asie, l'Europe et le Moyen-Orient, la Turquie use de sa position géographique pour redessiner la carte de son influence perdue, et

répondre directement à plusieurs enjeux qui lui sont propres. Ainsi, l'implication d'Ankara en Syrie répond en premier lieu à la gestion de la problématique kurde; son interventionnisme en Libye, à la maîtrise de ressources d'hydrocarbures précieuses dont elle est naturellement dépourvue; ses provocations vis-à-vis de la Grèce et de Chypre en Méditerranée orientale au printemps et à l'été 2020, à la doctrine de la "patrie bleue", très populaire dans les cercles militaires eurasiens, partisans d'une alliance avec la Russie et la Chine, pour assurer à la Turquie le contrôle d'un vaste espace maritime allant de la mer Noire aux confins de la Méditerranée orientale, en passant par la mer Égée... et de toutes les ressources énergétiques qui s'y trouvent. Au passage, la querelle régulièrement ravivée avec la Grèce répond aussi à une volonté de "révisionnisme" d'un découpage territorial entre les deux pays qu'Ankara juge lui être défavorable de longue date.

L'implication de la Turquie dans le conflit au Haut-Karabagh, où elle soutient l'Azerbaïdjan, concentre également plusieurs problématiques: en premier lieu, une détestation naturelle pour l'Arménie, sur laquelle il n'est nul besoin de revenir; un enjeu énergétique supplémentaire, Bakou étant l'un des principaux pourvoyeurs de pétrole et de gaz de la Turquie;

LA QUERELLE
RÉGULIÈREMENT
RAVIVÉE AVEC LA
GRÈCE RÉPOND
AUSSI À UNE
VOLONTÉ
DE "RÉVISION-
NISME" D'UN
DÉCOUPAGE
TERRITORIAL
ENTRE LES DEUX
PAYS QU'ANKARA
JUGE LUI ÊTRE
DÉFAVORABLE.



AP/SPA

À Manbij, au Kurdistan syrien, des soldats turcs font le signe des Loups gris.

un enjeu ethno-linguistique enfin, car cette ingérence répond aussi à l'idéal "panturquiste" des ultranationalistes et des Loups gris, la branche paramilitaire du MHP. Également nommé "pantouranisme" — en référence au Touran, cet empire mythique et rival de la Perse qu'évoque longuement le poète iranien Firdousi dans le *Shâh Nâmeh* —, ce projet idéologique vise la réunification des peuples turcophones et altaïques, qui se rencontrent du Xingjiang, avec les Ouïghours, à l'Iran et l'Azerbaïdjan, avec les Azéris, en passant évidemment par les Turcs modernes et les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale, sous la bannière d'un seul et même empire touranien. Rêve qui peut certes paraître utopique, mais qui inquiète suffisamment les voisins de la Turquie à travers le Caucase — à commencer par l'Iran — pour son potentiel de séduction auprès de leurs propres mouvements séparatistes.

Ce *soft power*, qui se décline de plus en plus en *hard power* à travers le Moyen-Orient, se heurte volontairement aux autres puissances musulmanes de la région, en premier lieu l'Égypte, les pétromonarchies du golfe Persique, et la République islamique iranienne. Entre toutes ces nations se livre actuellement une guerre de légitimité politique et religieuse pour obtenir le leadership du monde musulman, un rôle que la Turquie estime lui revenir de droit en vertu de son héritage ottoman, même si sa mémoire est sélective et qu'elle semble "oublier" les mauvais souvenirs que l'Empire ottoman a pu laisser aux peuples arabes... *In fine*, l'objectif de la vaste entreprise politico-culturelle d'Erdogan — dont la manifestation la plus récente est la récupération de la polémique liée aux caricatures de Mahomet en France — est bien d'imposer la Turquie comme une alternative crédible et séduisante de société musulmane idéale, et surtout démocratique.

Profondément inspirée, sous l'impulsion du président turc, par le modèle politique des Frères musulmans qui fondent leur légitimité sur le processus électoral et l'expression populaire, cette Turquie-là se veut un contre-modèle d'islam politique face au système pyramidal et clientéliste de la monarchie wahhabite saoudienne, comme du modèle révolutionnaire et théocratique de Téhéran. C'est en raison de ce fondement idéologique que la Turquie a soutenu les printemps arabes en 2011, la prise du pouvoir des Frères à travers l'élection de Mohamed Morsi en Égypte un an plus tard, l'émergence de leurs divers avatars comme le parti islamiste Ennahdha, en Tunisie, ou encore le Qatar, terre d'exil des Frères musulmans égyptiens depuis 2014. Ce modèle démocratique est particulièrement honni de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, qui considèrent naturellement tout transfert de légitimité au peuple comme une menace existentielle — et tout soutien aux partis islamistes comme un soutien au terrorisme. L'antagonisme quasi axial entre la Turquie et le Qatar d'un côté, l'Égypte, l'Arabie saoudite et les Émirats de l'autre s'exprime en Syrie et, en Libye, s'est considérablement accentué après l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi à Istanbul en 2018, et justifie également l'actuelle surenchère islamiste d'Erdogan à l'encontre de la France.

Il faut néanmoins conserver à l'esprit que ce vaste projet multidimensionnel répond à une

angoisse très concrète pour Erdogan : celle de voir son pouvoir et son aura s'affaiblir de plus en plus sous les coups portés à la fois par la crise économique, par le désenchantement de la population turque et par son aventurisme à l'étranger, qui ne séduit plus au-delà de la base la plus fidèle

de l'AKP. À cet égard, sa défaite aux élections municipales de mars 2019, et singulièrement à Istanbul, sa ville natale dont il a été l'édile durant quatre ans, résonne encore comme un sombre avertissement. Les Turcs sont désormais bien plus préoccupés par leur quotidien et un futur incertain que par un passé fantasmé. La Turquie a des défis énergétiques qui ne pourront être résolus par la guerre mais par la diplomatie et la coopération avec les pays voisins. La crise mondiale actuelle souligne en permanence l'importance de cette stratégie.

L'objectif d'Erdogan est de se maintenir à la tête du pays au moins jusqu'en 2023, voire au-delà. Année particulièrement importante, elle fera coïncider le centenaire de la République fondée par Atatürk avec la prochaine élection présidentielle... qui, si elle devait se dérouler aujourd'hui, serait perdue par le président sortant, selon un récent sondage mené en Turquie. Trois

ans le séparent de cette échéance, et déjà les augures sont des plus sombres. Le trône du sultan vacille de plus en plus, pourtant rien n'indique pour l'heure qu'il cessera sa fuite en avant. ●

ARDAVAN AMIR-ASLANI

CETTE TURQUIE SE VEUT UN CONTRE-MODÈLE D'ISLAM POLITIQUE FACE AU SYSTÈME PYRAMIDAL ET CLIENTÉLISTE DE LA MONARCHIE WAHHABITE SAOUDIENNE, COMME DU MODÈLE RÉVOLUTIONNAIRE ET THÉOCRATIQUE DE TÉHÉRAN.